

Edito

Le 1^{er} tour de la primaire socialiste a livré son verdict. Et c'est celui qui était présenté par les médias comme "l'outsider" qui sort en tête de ce scrutin. Signe tout de même qu'il reste de vrais hommes et femmes de gauche chez les socialistes. Et au-delà d'ailleurs, car gagnons que parmi les 1,5 à 2 millions de votants, il y ait eu des profils variés. Bref, la vraie gauche semble s'être quelque peu secoué pour ce 1^{er} tour et ça fait du bien. On attend avec impatience le second tour pour voir ce mouvement de fond se concrétiser. Manuel Valls a raison de dire que les électeurs ont « *le choix entre une défaite assurée et une victoire possible* ». Car c'est bien la victoire des idées de gauche qui semble se dessiner. Dommage que Manuel Valls se soit trompé de primaire : il aurait eu toute sa place dans celle de droite. Quant à François Hollande, il a été égal à lui-même : consternant. Non content d'être l'un des principaux fossoyeurs d'un PS à l'agonie, il a pris soin de mettre des milliers de kilomètres entre lui et le bureau de vote où il aurait pu glisser un bulletin pour ces primaires. Juste histoire de bien montrer une fois de plus que l'avenir de la France lui importe désormais bien peu et qu'il se soucie encore moins des militants qui ont fait sa campagne en 2012. Je ne suis plus dans la course, alors je ne suis pas concerné, semble-t-il dire aux Français. Chapeau l'artiste. Remarque, c'est peut-être un mal pour un bien : imaginez (oui, d'accord, c'est de la science-fiction) qu'il ait apporté son soutien à Benoît Hamon, le pauvre n'aurait sans doute pas atteint les 36,35 % des voix.

A votre bon coeur

La semaine dernière, le journal régional *La Voix du Nord* s'est fait l'écho de la demande de Jacques Gounon (PDG d'Eurotunnel) de voir l'État et les collectivités territoriales soutenir financièrement l'un de ses projets.

Un projet qui s'inscrit dans la logique d'aménagement du territoire dans laquelle Eurotunnel s'est engagé depuis de nombreuses années. Un choix assumé car créateur de richesses.

L'aménagement de la Cité de l'Europe (sur des terrains concédés dans le cadre de la convention liant l'État français à Eurotunnel) et les revenus commerciaux qui en ont découlé. Puis la poursuite avec Marques Avenues et de nouveau des revenus commerciaux. Puis le pôle hôtelier, le pôle automobile... et les revenus...

Enfin le projet de Sangatte de création d'un Eco-quartier. Un golf de 18 trous de standard international, plus son aire d'apprentissage de 9 trous dans un décor magnifique ; un club house et un hôtel dédié ; le village et ses 275 logements : 115 collectifs, 160 individuels dont 60 villas ; 1600 m² de commerces et de services ; un hôtel et son centre de balnéothérapie à Sangatte.

Un beau projet qui poursuit une logique : vendre du passage à des amoureux du golf, qui pourront loger sur place, faire des courses et repartir ; intéresser des amoureux du golf à l'acquisition d'une résidence secon-



daire ; intéresser des cadres citadins à venir jouir de plages magnifiques, de loisirs sportifs (golf, voile, vtt, cheval...).

Un superbe projet qui, quand tout va bien, coûte peu et peut rapporter. Des terrains qui ont dû (en grande partie) être achetés par Eurotunnel dans le cadre du chantier. Leur valorisation en m² constructibles quand il s'agissait hier de terrains agricoles. Un programme immobilier dont les bénéfices financent le golf lui-même et même l'hôtel du golf... et donc derrière tout cela des bénéfices attendus.

Ça, c'est quand tout va bien. Sauf que depuis des années les crises qui se succèdent, mettent en difficultés de trop nombreux projets.

L'immobilier a subi, comme de nom-

breux autres secteurs, des crises successives. Ainsi, alors même que les taux d'intérêts n'ont jamais été aussi faibles, les biens dont la valeur est la plus forte ne se vendent pas. Certains biens ayant même perdu 30% de leur valeur.

La situation migratoire vécue par le Calaisis et la volonté permanente d'en rajouter de certains élus, ont amené de nombreux britanniques et même de nombreux Français à croire que la vie dans le Calaisis était horrible. Il va donc falloir beaucoup de temps pour que le Calaisis prenne la place d'Har-delot, du Touquet, de Condette...

Un malheur n'arrivant jamais seul, le contexte administratif français com-

Suite p 2

Le dessin



On le note

La section calaisienne du PCF a le plaisir de vous inviter à sa cérémonie de vœux qui se déroulera :

Le jeudi 26 janvier 2017
À 18h 30

Salle du Minck à Calais-Nord

Cette cérémonie sera suivie d'un débat public animé par Frédéric Bocarra, membre du Conseil national du PCF, maître de conférence à Paris XIII sur le thème : « La France a-t-elle encore les moyens de s'offrir des services publics de qualité ? »

On y pense

Vous pouvez noter que les permanences des élus Communistes et Républicains ont lieu les mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14 h 30 à 18 h.

Pour toute rencontre particulière, une demande de rendez-vous est préférable en appelant à ces mêmes heures au 03 21 36 39 79.

Permanence au
194-196 Bd de l'égalité à Calais

Conseil communautaire

La démocratie attendra

C'est jeudi dernier qu'a eu lieu le conseil de l'agglomération calaisienne. Un conseil d'accueil des communes de Fréthun, Hames-Bougres, Les Attaques, Nielles les Calais, en attendant l'arrivée d'Escalles.

Nouvelles communes membres, dépassement du seuil des 100 000 habitants, il était donc nécessaire d'élire de nouveaux vice-présidents, de réaménager les commissions, de désigner des représentants dans divers organismes.

L'occasion de voir concrètement si la majorité à l'agglomération entend respecter l'opposition autrement qu'en paroles.

Une réalité d'autant plus intéressante que dans les jours qui ont précédé ce conseil, les élus de droite du Calais au Conseil départemental (appartenant presque tous au territoire) s'étaient émus d'un manque de respect.

« Faites ce que je dis, pas ce que je fais » sera assurément la conclusion des travaux. En effet, alors que Jacky Hénin au nom de l'opposition de gauche calaisienne, a souhaité obtenir une seconde place dans la seule commission économique, il lui a été répondu que ce n'était pas possible.

Jugez plutôt : Calais représente 74% de la population et pourtant il n'aura que 7 représentants contre 13 pour les autres communes. L'opposition de gauche Calaisienne dispose d'un poste alors qu'elle représente 11 900 voix quand la liste de Pierre-Henri Dumont aura deux postes pour 2175 voix et celle de Michel Hamy 1 poste pour 1000 voix.

Priver l'opposition d'informations semble être le seul secteur où la majorité calaisienne soit vraiment efficace.

Collecte des déchets

Le verre, en collecte ou en apport

La collecte des ordures ménagères est aujourd'hui, par la volonté du législateur, une compétence de la communauté d'agglomération. Une compétence qui aurait pu (si elle avait été transférée volontairement) rapporter à l'agglomération un revenu annuel supplémentaire de l'ordre de 500 à 700 000 euros par an. N'ayant pris aucune initiative en ce domaine, la majorité de droite calaisienne est donc directement responsable de la perte (pour l'agglomération) de centaines de milliers d'euros, qui auraient pourtant été bien utiles pour assumer la mauvaise gestion collective de la période Blet.

La collecte étant d'agglomération, il importe désormais de retravailler l'organisation pour réussir à réaliser des économies d'échelles. Des économies qui ne devront pas porter sur le personnel, tant la qualité du service rendu aura été, toutes ces dernières années, reconnue de tous.

Des économies en utilisant les camions toute la journée et plus seulement en matinée, en changeant la méthode de collecte (sacs en lieu et place de conteneurs)...

L'économie peut être réelle et permettre au contribuable de voir la fiscalité véritablement maîtrisée.

Toutefois il est des réflexions qui doivent se poursuivre, car de pseudos bonnes idées pourraient au final se révéler être mauvaises pour l'environnement, plus coûteuses pour le citoyen...

Ainsi en va-t-il de la collecte du verre que l'on propose de réorienter vers l'apport volontaire. Actuellement les camions qui devraient circuler pour plusieurs flux, ne ramassent que le verre. C'est une erreur qui effectivement augmente le coût de la collecte et qu'il convient de réparer. En cas d'apport volontaire combien cela occasionnera-t-il de déplacements justes pour apporter le verre et donc particulièrement polluants ? Quand les bacs permettant la collecte par apport seront pleins comment se comporteront les citoyens apporteurs : laisseront-ils sur place des dizaines de bouteilles vides, avec les risques que cela représente pour la sécurité ? Ajouter de nombreux véhicules à une circulation déjà importante, ne risque-t-il pas de créer davantage de danger ?...

Chacun peut s'en rendre compte, une décision n'est jamais simple à prendre. Voilà pourquoi le débat doit être ouvert et pas seulement réservé à quelques initiés.

Sport

Où va le CRUFC ?

La semaine dernière la DNCG (le gendarme financier du football) a annoncé de nouvelles sanctions contre le CRUFC. Des sanctions lourdes : interdiction de recrutement, encadrement de la masse salariale, 6 points de moins au classement. Des sanctions susceptibles d'appel, dont on ignore le fondement (espérons que l'information vienne vite).

Interrogés par la presse, les dirigeants du CRUFC ont tenté d'expliquer ces décisions par une erreur administrative.

Fort bien, mais un peu court. Comment une simple erreur administrative, pourrait-elle entraîner des sanctions pouvant être synonyme de rétrogradation ? Comment des gens qui sont : chefs d'entreprises (ou ex), cadres dirigeants de sociétés...pourraient-ils commettre en continue, depuis des années, de telles erreurs ?

Avant que de nous prononcer sur le fond de l'affaire, nous souhaiterions que la clarté soit

faite au prochain conseil municipal (comme demandé par Jacky Hénin au conseil de janvier) sur l'état réel des comptes.

Un numéro de claquette de Gérard Grenat nous annonçant que la ville pourrait réagir fortement, ne suffit pas. En effet, cela fait trop longtemps que le contribuable règle les dettes réalisées par les amis de la majorité municipale, que la ville soutient implicitement une gestion catastrophique.

Combien nous avons raison de vouloir liquider le CRUFC pour ne pas assumer une dette énorme, permettre à la jeunesse calaisienne de pouvoir reprendre le jeu dans de meilleures conditions, avoir une nouvelle équipe qui fasse de nouveau vibrer.

Madame Bouchart, en décidant de soutenir son ami Jean-Marc Puisseuseau, aura juste permis que le contribuable assume les bêtises des autres, que le foot à Calais soit en permanence synonyme de faits divers.

Suite de la p1

plexifie davantage la donne, quand le cadre juridique permet à des opposants multiples de tenter de bloquer la machine. Une loi réduit le nombre de logements pouvant être construit, une autre interdit de...

Une telle situation ne peut qu'avoir un impact financier négatif pour un tel projet. L'évaporation des bénéfices attendus rend l'architecture financière encore plus fragile, voir déficitaire.

Une réalité qui fait dire au PDG d'Eurotunnel à propos du projet : « Il a progressé avec difficulté dans le maquis des normes et des réglementations françaises. Ce même projet, à Folkestone, serait déjà terminé. Il y a également les voies de recours contentieux que l'on doit purger ».

Qui lui fait encore déclarer s'agissant d'une aide des pouvoirs publics : « C'est un projet majeur pour le Calais en termes d'image, d'emploi, d'attractivité. Il est plus mûr que d'autres projets abondamment soutenus. Il avait d'ailleurs toute légitimité pour être inscrit au contrat de territoire. Et j'ai l'impression d'être le seul, avec le maire Guy Allemand, à m'y intéresser ».

Effectivement on ne peut pas dire que la maire de Calais, par ailleurs vice-présidente de la région et présidente de l'agglomération mette beaucoup d'énergie à soutenir ce projet. On ne l'a quasiment jamais entendu prendre la parole sur le dossier. On peut donc comprendre la réaction du PDG d'Eurotunnel, surtout quand il assiste en direct au fléchage de centaines de milliers d'euros d'argent public pour un projet de parc dont de nombreux experts doutent de la faisabilité, et dont on nous promet le nom des investisseurs depuis 1 an.

Alors, il évoque une demande de financement public avec force. Un financement d'autant plus indispensable que la baisse de la livre sterling (cerise sur le gâteau) ne manquera pas d'occasionner de réelles difficultés au groupe Eurotunnel dans les mois qui viennent. Un groupe encore fragile, incapable d'honorer les engagements de primes qu'il a pris en direction de son personnel et qui surtout serait en train de préparer (si nos informations sont justes) un plan social.

D'ici à ce que certains puissent déclarer que le financement public pourrait financer le plan social, il n'y a qu'un pas que nous ne ferons pas.

Coup de griffe

➤ Primaire socialiste

Ben oui, quand même ! Donnons le nom qui convient à cette organisation. Une remarque qui ne s'adresse aucunement au Parti Socialiste (qui initie l'événement dans le cadre de sa stratégie électorale), mais aux journalistes qui veulent à tous prix nous vendre « de la margarine pour du beurre de tradition ». La Gauche est diverse, de la sociale démocratie à son extrême (caractérisée comme telle car elle refuse le compromis là où d'autres courent au-devant).

Parler dans ces conditions d'une primaire de gauche alors même que le Parti Communiste Français, le PG, Ensemble, le NPA, lutte ouvrière... n'y participent pas, est une tromperie.

Les choses étant une nouvelle fois rétablies, revenons sur le premier tour de la primaire socialiste qui a eu lieu ce week-end.

Une consultation qui subit de plein fouet la rancœur du peuple de gauche. Rancœur née des trahisons répétées de François Hollande et de ses gouvernements. Alors qu'en 2012 : 1782 électeurs s'étaient rendus aux urnes à Calais, il n'y en aura cette fois-ci que 649 à s'être déplacés. C'est Benoît Hamon qui vire en tête avec 36,35 %, suivi de Manuel Valls et Arnaud Montebourg.

Le second tour opposera donc Benoît Hamon et Manuel Valls.

Y aura-t-il plus de participants ? De nouveaux électeurs prendront-ils part au scrutin pour faire payer à Valls ? Réponse la semaine prochaine.

